

NON à la casse du Service National des Travaux et aux restructurations détruisant le service public

Aujourd'hui, l'État multiplie les restructurations de ses ministères et de ses services dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques. Cette politique de «modernisation» de la fonction publique, qui se met aujourd'hui en œuvre très ouvertement, n'a qu'un seul objectif, celui de l'allégement des effectifs dans les administrations de l'État pour aller de pair avec le non-renouvellement d'un départ sur deux à la retraite. Le Gouvernement a fait de la baisse du nombre de fonctionnaires un des symboles de la rigueur de sa politique budgétaire, ce qui confirme son approche purement comptable et idéologique du service public, au mépris des conditions de travail des agents, des missions des établissements publics et des besoins des usagers.

Il en est ainsi, entre autres, au Service National des Travaux, dont la disparition est annoncée. Ce service à compétence nationale sera prochainement absorbé par l'établissement public de maîtrise d'ouvrage de la culture au 1er janvier 2010, comme l'a décidé Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture...

Lisez la suite ci-dessous.